



Groupe Hospitalier
Artois-Ternois
CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS

Centre Hospitalier d'Arras
57, avenue Winston Churchill
CS 90006
62022 - ARRAS CEDEX

ENTRETIEN, MAINTENANCE ET DÉPANNAGE DES APPAREILS DE CUISINE DU PATRIMOINE DU GROUPEMENT HOSPITALIER ARTOIS TERNOIS

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)



SOMMAIRE

Article 1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.....	3
1.1. Connaissance de l'installation	3
1.1.1. Descriptif des installations	3
1.1.2. Équipements pris en charge	3
Article 2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	3
2.1. Généralités.....	3
2.2. Sécurité des installations.....	4
2.3. Généralités sur les prestations de maintenance	4
2.3.1. Définitions générales	4
2.3.2. Modalités et communication.....	5
2.4. Entretien dû au titre de la maintenance préventive et réglementaires (BPU forfaitaire).....	5
2.4.1. Opérations sur les matériels de cuisson :	6
2.4.2. Opérations sur les matériels chauffants de distribution :	7
2.4.3. Opérations sur les matériels électromécaniques de préparation :.....	7
2.4.4. Opérations sur les matériels réfrigérés de conservation et de distribution :.....	8
2.4.5. Opérations sur les matériels de laverie :	8
2.4.6. Opérations sur les convoyeurs à plateaux :.....	9
2.5. Dépannage et maintenance curative (BPU ponctuel Curatif).....	10
2.5.1. Généralités	10
2.5.2. Délais d'intervention.....	10
2.6. Cas relevant de l'urgence technique.....	11
2.7. Mise à jour de la liste du matériel.....	11
2.8. Contrôle de l'exploitation.....	11
Article 3. OBLIGATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT	12
Article 4. SIGNATURES	Erreur ! Signet non défini.



OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent :

- Pour le compte du Groupement Hospitalier, ci-après désigné par l'ÉTABLISSEMENT, constitué par les Établissements Publics de Santé :
 - le Centre Hospitalier d'Arras
(Mandataire et coordonnateur du Groupement)
 - le Centre Hospitalier de Bapaume
 - le Centre Hospitalier du Ternois
- L'entretien, la maintenance et le dépannage des appareils de Cuisine situés sur les différents sites du Centre Hospitalier d'Arras, du Centre Hospitalier de Bapaume et du Centre Hospitalier du Ternois(voir la liste et la localisation des équipements en Annexe 1 et 2 du présent C.C.T.P.)

Le présent document définit plus spécialement les conditions techniques particulières imposées au TITULAIRE par l'ÉTABLISSEMENT, pour l'exploitation (conduite, surveillance, réglage, nettoyage, entretien courant, maintenance) des installations confiées.

Article 1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

1.1. Connaissance de l'installation

1.1.1. Descriptif des installations

Les installations considérées sont celles dont la liste est fournie en annexes 1 et 2 du présent CCTP.

1.1.2. Équipements pris en charge

La liste des équipements concernés par l' accord-cadre est annexée au présent document.

Article 2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

2.1. Généralités

L'accord-cadre comprend une partie forfaitaire (BPU forfaitaire) concernant la maintenance préventive annuelle des installations confiées et une partie ponctuelle à prix unitaire concernant la maintenance curative.



Le TITULAIRE s'engage à prendre en charge les équipements confiés et les entretenir dans le respect permanent de ses obligations de résultats tout en faisant preuve de capacité d'adaptation en continuant à exercer ses missions de façon optimale dans un milieu médico-social en constante évolution.

Dans le cadre de ses principales obligations, le TITULAIRE effectue la maintenance, le remplacement des petites pièces, le contrôle ainsi que l'entretien courant des installations techniques de la cuisine.

Le TITULAIRE disposera pour cela d'un personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications indispensables, faute de quoi l'ÉTABLISSEMENT pourra exiger son remplacement.

Enfin, sous réserve que l'installation soit conforme à la réglementation en vigueur, le TITULAIRE est responsable de la bonne observation des règlements de sécurité et de la lutte contre la pollution des eaux et de l'air. Le TITULAIRE devra, à ce titre, assurer la vérification annuelle d'étanchéité du circuit frigorifique.

2.2. Sécurité des installations

L'exécution des prestations se fait dans le respect des lois, règlements et normes en vigueur. Le TITULAIRE assure le respect des consignes et règlements d'hygiène et de sécurité et des consignes donnés par l'ÉTABLISSEMENT.

Le TITULAIRE est pleinement responsable de la sécurité de ses travailleurs, quels que soient les accidents provoqués. Toutes les dégradations occasionnées aux ouvrages existants par son personnel ou ses sous-traitants sont à la charge du TITULAIRE.

L'ÉTABLISSEMENT se réserve le droit d'exécuter par ses soins, aux frais du TITULAIRE, la réparation des dégâts commis.

Il se réserve également le droit d'exiger que l'accès de son patrimoine soit interdit à tout ouvrier ou employé du TITULAIRE qui sera tenu coupable de manquements graves dûment constatés. La notification de ces manquements sera faite par lettre recommandée.

Le TITULAIRE doit, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement par écrit l'ÉTABLISSEMENT.

Le TITULAIRE signale également, par écrit à l'ÉTABLISSEMENT, les incidents prévisibles dans le cadre de ses obligations au titre du présent contrat et nuisibles à la réalisation de ce dernier et cela dès qu'on peut les déceler en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention de l'ÉTABLISSEMENT et les travaux nécessaires à leur prévention.

Dès la prise en charge des installations, le TITULAIRE établira une évaluation des risques liés à son intervention qu'il soumettra à l'ÉTABLISSEMENT.

À la suite de l'évaluation des risques par le TITULAIRE, le TITULAIRE et l'ÉTABLISSEMENT formaliseront un plan de prévention tel que prévu dans les articles Article R4512-6 à Article R4512-12 du Code du Travail.

En cas d'absence d'évaluation des risques par le TITULAIRE au démarrage du contrat, il sera fait état des pénalités journalières pour **Non-respect des prescriptions du CCTP** telles que mentionnées au CCAP

2.3. Généralités sur les prestations de maintenance

2.3.1. Définitions générales



Le TITULAIRE doit assurer le contrôle, le réglage, l'entretien courant et la maintenance préventive (premiers niveaux) des installations techniques confiés, avec du personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications convenables et indispensables et équipés de tous les moyens techniques appropriés (outillage adapté, véhicules, moyens de communication, moyens de protection, ...) et en tenant compte des contraintes organisationnelles du site (difficultés d'accès, accompagnement pour maintenir les conditions de sécurité ...); les prestations comprennent le nettoyage, le graissage, l'entretien, les réparations courantes et d'une façon générale, toutes interventions qui ne peuvent être considérées comme du gros entretien ou du renouvellement; c'est-à-dire, en pratique, toutes interventions pouvant être réalisées par des électromécaniciens, des spécialistes en process de cuisine, ...

L'entretien préventif s'entend fournitures comprises, notamment :

- des matières fongibles : huiles, graisses, chiffons, filasse, lubrifiants à chaînes, solvants, ... ;
- des produits de nettoyage, dégraissage ou détartrage, protection et anticorrosion, etc... ;

Les personnels du TITULAIRE doivent disposer et utiliser les Équipements de Protection Individuels (E.P.I) nécessaires à l'exécution des prestations qui leur sont confiées ; ils doivent être pleinement habilités pour ces tâches, y compris en ce qui concerne la validité des vaccinations pour les installations spécifiques.

2.3.2. Modalités et communication

Les conditions techniques constitutives de l'obligation de résultat doivent être observées en continu.

Par ailleurs, le suivi administratif de l'accord-cadre doit être effectif en continu. Toute demande d'information doit faire l'objet d'une réponse par le TITULAIRE dans un délai de trois (3) jours ouvrés.

Sauf clause particulière de l'accord-cadre, la fourniture de l'outillage, même spécialisé, est à la charge du TITULAIRE ; il en reste toujours propriétaire. Le cas échéant, il fait son affaire de la cession éventuelle d'un matériel ou équipement spécifique, en fin de contrat, au nouvel exploitant qui lui succède.

Il est rappelé que le TITULAIRE est tenu responsable de la gestion et de l'élimination de ses propres déchets, selon les normes et réglementations en vigueur.

2.4. Entretien dû au titre de la maintenance préventive et réglementaires (BPU forfaitaire)

Le TITULAIRE assure sous sa responsabilité les prestations de maintenance préventives périodiques et réglementaires (Contrôle étanchéité gaz, Contrôle organes de sécurité, Contrôle combustion gaz, Contrôle étanchéité fluide frigorigène,...etc.,) sur les équipements listés en Annexe 1 du présent document.

Le TITULAIRE prend en charge les installations de cuisine (entretien et maintenance) dès le début de l'accord-cadre. Ces équipements sont constitués de matériels de cuisson, matériels chauffants de distribution, de laverie, etc... :

Les équipements listés dans l'annexe 1 au CCTP seront contrôlés une fois par an eu égard à la réglementation sur la vérification des appareils de cuisson, équipements de remise en température et des équipements comportant des fluides frigorigènes.

Le montant de la prestation forfaitaire préventive sera renseigné en Annexe 1 – BPU Forfaitaire à l'acte d'engagement puis décomposé dans les annexes 5 à 14 de l'acte d'engagement. De plus, toutes les visites



imposées par la réglementation sont dues par le TITULAIRE au titre de la prestation de la maintenance préventive et intégré dans cette prestation forfaitaire.

Le TITULAIRE tiendra à jour un carnet d'intervention pour chaque site. Toutes les informations concernant les visites du TITULAIRE doivent y être impérativement consignées en détails. Un rapport de visite de maintenance devra être transmis dans un délai de 5 jours ouvrés. Seront notamment reprises dans ce rapport :

- les vérifications effectuées et les interventions réalisées (visite d'entretien, visite de contrôle, dépannage, mesures conservatoires, remplacement de matériel...), par équipement
- les appoints en fluide réalisés (date, quantité.).
- le planning de maintenance préventive de l'année à venir ;

Pour la première année, le TITULAIRE transmettra son planning d'intervention pour la maintenance préventive dans les 30 jours suivant la notification de l'accord-cadre. Ce planning devra être validé par l'Établissement préalablement à son intervention.

Ces documents seront tenus proprement.

Suite à cette maintenance préventive, toujours dans un délai de 5 jours, des devis de pièces à remplacer pour une remise en état de l'équipement seront proposés à l'établissement (la main œuvre et le déplacement spécifique à ce déplacement seront facturées selon les prix unitaires indiqués dans le BPU curatif).

Le TITULAIRE devra soumettre pour validation à l'ÉTABLISSEMENT, un échéancier permettant d'apprécier le niveau d'entretien préventif réalisé par sites. Ce dernier fera apparaître pour chaque site, le créneau horaire de passage eu égard à la production.

En tout état de cause, l'entretien courant, tel que défini au présent article, est considéré pouvoir être effectué par le personnel affecté des qualifications nécessaires.

Tout manquement aux conditions ci-dessus définies sera considéré comme un manquement grave aux obligations d'entretien entraînant l'application d'une pénalité pour non-respect des engagements contractuels.

Lors de ces visites d'entretien annuelle et réglementaires, le TITULAIRE effectuera les opérations suivantes (liste non exhaustive, la maintenance préventive est à réaliser suivant la réglementation) :

2.4.1. Opérations sur les matériels de cuisson :

Le TITULAIRE assure sous sa responsabilité les prestations ci-dessous :

- Essai général ;
- Vérification du bon fonctionnement des organes et appareillages électriques de commandes et de protection internes ;
- Vérification des liaisons équipotentielle de terre ;
- Resserrage des connexions électriques ;
- Contrôle des valeurs d'isolement des résistances et des moteurs électriques ;
- Contrôle des intensités absorbées des résistances et des moteurs électriques ;
- Contrôle de la continuité des appareillages de puissance ;
- Vérification du fonctionnement des organes de régulation ;
- Contrôle du fonctionnement de la régulation ;

- Vérification du fonctionnement des organes de sécurité (soupapes, thermocouples, thermostats de sécurité) ;
- Vérification du fonctionnement des organes de mesures de l'appareil (thermomètres, manomètres, ...) ;
- Remplacement des voyants lumineux défectueux ;
- Vérification d'étanchéité et remise en état éventuelle des robinetteries d'eau, tuyauteries, raccords, cols de cygne et becs verseurs ;
- Exécution des menues réparations portant sur les visseries, les poignées de commande et volants ;
- Réglage et graissage des systèmes de basculement. ;
- Vérification des butées d'arrêt et ressorts, équilibrage des couvercles ;
- Vérification des fermetures de portes de fours ;
- Contrôle de l'état des joints de portes et liaisons ;
- Contrôle du réglage et graissage de toutes pièces mobiles ;
- Contrôle de l'état du calorifugeage et des réfractaires.

2.4.2. Opérations sur les matériels chauffants de distribution :

Le TITULAIRE assure sous sa responsabilité les prestations ci-dessous :

- Essai général ;
- Contrôle, vérification des appareillages électriques de commandes et de protection internes ;
- Resserrage des connexions électriques ;
- Contrôle des isollements et des liaisons équipotentielle de mises à la terre ;
- Contrôle des serres câbles des boîtiers de raccordement, câble d'alimentation ;
- Contrôle du fonctionnement de la régulation ;
- Vérification du fonctionnement des organes de sécurité ;
- Remplacement des voyants lumineux défectueux ;
- Contrôle et remplacement si nécessaire des petites pièces mécaniques, et appareillages courants ;
- Nettoyage des robinets automatiques d'eau (bain-marie...) ;
- Vérification et réglage des systèmes de niveau constant ;
- Vérification et resserrage des roulettes ;
- Contrôle de l'état des poignées ;
- Contrôle de l'état des joints de portes et liaisons ;
- Contrôle de la présence et de l'état des protections mécaniques ;
- Vérification du fonctionnement des organes de régulation ;
- Vérification du fonctionnement des organes de sécurité ;
- Contrôle du fonctionnement de la régulation ;

2.4.3. Opérations sur les matériels électromécaniques de préparation :

Le TITULAIRE assure sous sa responsabilité les prestations ci-dessous :

- Essai général ;
- Contrôle des appareillages électriques de commande et de protection internes.

- Resserrage des connexions électriques.
- Contrôle des isolements et des liaisons équipotentielle de mises à la terre.
- Contrôle des serres - câbles des boîtiers de raccordement, câble d'alimentation
- Vérification des intensités absorbées ;
- Graissage pièces mobiles et vidange éventuelle baignoires d'huile ;
- Vérification du fonctionnement des moteurs électriques et des transmissions mécaniques ;
- Contrôle et remplacement éventuel des petites pièces mécaniques et appareillage courant de l'appareil spécifique ;
- Contrôle de l'état des outils et de leur adaptation ;
- Contrôle des systèmes mécaniques et électriques de relevage ;
- Contrôle des étanchéités, fixations au sol ou sur socles ;
- Contrôle de l'état général de la carrosserie et resserrage de la boulonnerie ;
- Contrôle de la présence et du bon fonctionnement des éléments de protection des utilisateurs ;
- Vérification du fonctionnement des organes de régulation ;
- Vérification du fonctionnement des organes de sécurité ;
- Contrôle du fonctionnement de la régulation ;

2.4.4. Opérations sur les matériels réfrigérés de conservation et de distribution :

Le TITULAIRE assure sous sa responsabilité les prestations ci-dessous :

- Essai général ;
- Vérification générale de l'état des armoires froides, congélateurs, réfrigérateurs comprenant :
 - o Contrôle et dépoussiérage des condenseurs à air, batteries d'évaporateurs et ventilateurs ;
 - o Graissage des pièces mobiles ;
 - o Contrôle des appareillages électriques de commande et de protection internes ;
 - o Contrôle des serres - câbles des boîtiers de raccordement et câble d'alimentation ;
 - o Contrôle des résistances de dégivrage et cordons chauffants de porte et d'écoulements ;
 - o Contrôle des éclairages internes ;
 - o Contrôle des isolements et des liaisons équipotentielles de mises à la terre ;
 - o Contrôle des valeurs d'isollements des résistances, compresseurs, ventilateurs ;
 - o Contrôle des thermostats, pressostats, clapets de retenue, commande de dégivrage ;
 - o Contrôle du niveau d'huile, complément ou remplacement si nécessaire ;
- Vérification des pressions HP et BP ;
- Contrôle de la charge en fluide frigorigène ;
- Contrôle d'absence de fuites sur le circuit frigorifique ;
- Contrôle de l'indicateur d'humidité du circuit frigorifique ;
- Contrôle de l'état et de l'étanchéité des joints de porte et liaisons ;
- Contrôle et réglage des fermetures, gâches et déverrouillage intérieur de porte ;

2.4.5. Opérations sur les matériels de laverie :

Le TITULAIRE assure, sous sa responsabilité, les prestations ci-dessous :

- Essai général ;
- Vérification de l'état et de la propreté des rideaux et des paniers filtres ;
- Contrôle et vérification des appareillages électriques de commande et de protection internes ;
- Calibrage éventuel des relais thermiques ;
- Resserrage des connexions électriques ;
- Contrôle des isolements et des liaisons équipotentielle de mises à la terre ;
- Contrôle des serres câbles des boîtiers de raccordement, câble d'alimentation ;
- Remplacement des voyants lumineux défectueux ;
- Vérification du bon fonctionnement des moteurs électriques et transmissions ;
- Contrôle des valeurs d'isolement des résistances et des moteurs électriques ;
- Contrôle des intensités absorbées des résistances et des moteurs électriques ;
- Contrôle de la continuité des appareillages de puissance ;
- Vérification du fonctionnement des organes de régulation ;
- Vérification du fonctionnement des sécurités ;
- Vérification du fonctionnement des électrovannes, thermomètres, thermostats ;
- Contrôle du fonctionnement de la régulation ;
- Contrôle de la dureté de l'eau d'alimentation de l'équipement.

2.4.6. Opérations sur les convoyeurs à plateaux :

Le TITULAIRE assure sous sa responsabilité les prestations ci-dessous :

- Vérification du système d'entraînement à chaînes montée et descente ;
- Vérification du vérin de poussée ;
- Vérification positionnement et synchronisation des systèmes ;
- Lubrification des organes en mouvements ;
- Lubrification des chaînes d'entraînement ;
- Contrôle des sécurités ;
- Contrôle de la régulation ;
- Contrôle du fonctionnement du moto-réducteur d'entraînement ;
- Contrôle des appareillages électriques de commande et de protection internes.
- Resserrage des connexions électriques ;
- Contrôle des isolements et des liaisons équipotentielle de mises à la terre ;
- Contrôle des serres - câbles des boîtiers de raccordement, câble d'alimentation ;
- Vérification des intensités absorbées ;
- Graissage pièces mobiles et vidange éventuelle baignoires d'huile ;
- Vérification du fonctionnement des transmissions mécaniques ;
- Contrôle de l'état général de la structure et resserrage de la boulonnerie ;
- Contrôle de la présence et du bon fonctionnement des éléments de protection des utilisateurs ;

2.5. Dépannage et maintenance curative (BPU ponctuel Curatif)

2.5.1. Généralités

La maintenance curative, est rémunéré selon des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées. Ces prix unitaires correspondent à des prestations qui sont devenues nécessaires et qui ne relèvent pas de la volonté de l'ÉTABLISSEMENT.

La liste des équipements pouvant nécessiter une maintenance curative est inscrite dans l'annexe 2 du CCTP, onglets « curatif ». Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par l'établissement.

Le TITULAIRE est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires permettant de garantir le bon fonctionnement des installations.

Si l'ÉTABLISSEMENT confie au TITULAIRE la remise en état d'un équipement, ce dernier devra fournir à l'ÉTABLISSEMENT et éventuellement à son conseil, le devis détaillé de son intervention (coût matériels et main d'œuvre) en y joignant le bon d'attachement émis lors de l'intervention de dépannage et s'engager sur un délai de remise en service de l'installation.

Le Titulaire peut également être appelé, à tout moment, à intervenir en dépannage sur des installations de l'Établissement, en dehors du cadre des prestations de maintenance préventive.

Ces interventions s'inscrivent dans la partie ponctuelle de l'accord-cadre à bons de commande» .

Le Titulaire assure ce service, dans les mêmes conditions que pour les autres prestations définies ci-dessus et notamment : délais d'intervention.

Les réparations et remises en service sont assurées dans les meilleurs délais. Toutefois, il est souhaitable que des délais soient précisés dans le devis du Titulaire et le bon de commande de l'Établissement ; dans ce cas, ils deviennent contractuels et des pénalités de retard sont applicables conformément au C.C.A.P.

Règles générales applicables aux demandes de devis de l'Établissement :

Le délai "standard" de réponse du Titulaire à une demande de devis est de 72 heures (3 jours ouvrés).

Ce devis doit comporter au minimum :

- l'objet des prestations et la localisation précise du lieu d'exécution,
- le détail des conditions particulières d'exécution et/ou de livraison,
- Coûts des matériels accompagnés des devis fournisseurs,
- les délais de fourniture particuliers et le délai global d'exécution,
- les coûts de main d'œuvre et de fourniture doivent être séparés et respecter le bordereau annexé à l'Acte d'Engagement, actualisé le cas échéant,
- les montants totaux hors T.V.A. et toutes taxes comprises.

Le montant du devis est forfaitaire et non révisable.

2.5.2. Délais d'intervention

Il est précisé ici qu'une panne s'entend comme l'impossibilité pour l'équipement à remplir normalement la fonction pour laquelle il est destiné.

Le service est assuré en heures ouvrées. En outre, le TITULAIRE maintient une permanence téléphonique, où il est possible d'appeler un responsable en mesure d'intervenir dans les meilleurs délais, et notamment :

- en moins de 24 heures du lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 00
- pour procéder à tous dépannages, mettre si nécessaire l'installation en sécurité.

Le TITULAIRE est tenu de mobiliser le personnel en nombre suffisant autant que de besoin, pour permettre l'exécution des prestations dues, sur tous les sites du patrimoine qui lui sont confiés, y compris si un accompagnement est nécessaire alors qu'une personne seule se verrait en situation d'insécurité, pour des raisons techniques, environnementales ou encore sociales.

Il disposera d'un stock minimum de pièces détachées lui permettant d'assurer, sauf cas de force majeure, **la remise en route** des installations dans un délai maximal de **quarante-huit (48) heures** à compter de l'appel ou du mail.

2.6. Cas relevant de l'urgence technique

Le TITULAIRE est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires permettant de garantir le bon fonctionnement des installations.

Si l'ÉTABLISSEMENT confie au TITULAIRE la remise en état d'une installation, ce dernier devra fournir à l'ÉTABLISSEMENT et éventuellement à son conseil, le devis détaillé de son intervention (coût matériels et main d'œuvre) en y joignant le bon d'attachement émis lors de l'intervention de dépannage et s'engager sur un délai de remise en service de l'installation. Si ce délai ne peut être respecté (hors cas de force majeure tels que vandalisme, attentats, catastrophe naturelle, grève...) les pénalités décrites au CCAP sont applicables.

2.7. Mise à jour de la liste du matériel

À la fin de chaque exercice N, soit pour le 31 décembre de l'année N au plus tard, le TITULAIRE devra mettre à jour et transmettre la liste du matériel composant l'annexe 1 du présent CCTP.

Cette liste sera transmise à l'ÉTABLISSEMENT dans un format informatique exploitable.

2.8. Contrôle de l'exploitation

L'ÉTABLISSEMENT ou toute personne ou organisme délégué(e) par l'ÉTABLISSEMENT contrôle la bonne exécution du présent contrat.

En conséquence, le TITULAIRE rendra compte de la bonne marche des installations et se prêtera à toutes visites et contrôles demandés. De plus, le TITULAIRE s'engage à tenir compte des observations formulées et devra exécuter les travaux qui lui incombent dans les délais imposés.

Étant responsable de la bonne continuité du fonctionnement des installations, le TITULAIRE signalera, avec confirmation écrite, les incidents prévisibles dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les répercussions que pourraient entraîner ces incidents.

De par son devoir de conseiller technique, le TITULAIRE fera également connaître à l'ÉTABLISSEMENT les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour la meilleure marche des installations.



Ces dispositions ne dispensent en rien le TITULAIRE d'adresser à l'ÉTABLISSEMENT les relevés, documents et bilans intermédiaires que celui-ci sera amené à lui demander.

Article 3. OBLIGATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

L'ÉTABLISSEMENT prend à sa charge la fourniture des fluides (eau, gaz et électricité).

L'ÉTABLISSEMENT donnera libre accès aux locaux pour l'exécution de l'entretien et de la maintenance par le TITULAIRE.

L'ÉTABLISSEMENT maintient les locaux clos et couverts, conformément aux règlements de police d'assurance. L'ÉTABLISSEMENT fera son affaire personnelle de l'assurance de tous les risques inhérents à la qualité de propriétaire des bâtiments et installations mis à la disposition du TITULAIRE (notamment les risques incendie, explosion, dégâts des eaux).

L'ÉTABLISSEMENT est garant de la conformité des locaux avec la législation et réglementation en toute matière (sécurité du travail, sécurité incendie...). Le TITULAIRE doit signaler à l'ÉTABLISSEMENT les travaux éventuels à réaliser dans le cadre de cette mise en conformité des locaux.

L'ÉTABLISSEMENT assurera la mise en conformité des installations et les travaux consécutifs aux dégradations ou interventions d'un tiers sur les installations et les nuisances (mauvaise utilisation de matériels, actes de sabotage, vandalisme, etc....).